



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.cgteduc.fr

Samedi 18 mai, nouvelle étape de mobilisation contre la politique Blanquer

Après la mobilisation réussie du 9 mai contre la politique de destruction de la Fonction publique mais aussi, dans l'Éducation contre les politiques autoritaires et de tri social de Jean-Michel Blanquer, les personnels continuent de construire collectivement leurs mobilisations.

Comme depuis de nombreux mois, la CGT Éduc'action soutient pleinement les décisions des assemblées générales et participe, partout où cela est possible, à mobiliser les personnels.

Le ministre est clairement fragilisé par le rejet massif et affirmé de sa politique. Ce que démontrent les nombreuses tentatives de l'administration pour priver les personnels de leur liberté pédagogique et de leur liberté d'expressions. La CGT Éduc'action dénonce toutes ces pressions ainsi que la répression policière mise en œuvre par ce gouvernement contre les mouvements sociaux.

Plus que jamais, la mobilisation doit s'amplifier et s'enraciner pour faire reculer le gouvernement. Il faut à la fois imposer une autre politique au profit des classes populaires, des élèves et des services publics et gagner le retrait des contre-réformes dans l'Éducation (loi Blanquer, réformes des lycées...) et la Fonction publique.

Dans ce cadre, la CGT Éduc'action appelle à faire du samedi 18 mai, à Paris et localement, une nouvelle étape de mobilisation dans l'Éducation. Elle invite les personnels à construire les suites de la mobilisation dans les assemblées générales.

La CGT Éduc'action va travailler, au niveau national et dans le cadre intersyndical le plus large possible, à construire les suites de la lutte contre les réformes Blanquer et Dussopt.

D'ores et déjà, après le 15 mai (journée AESH) et 18 mai, elle appelle les personnels à se saisir de toutes les journées de grève et des formes de mobilisation décidées localement, notamment le mardi 21 mai pour parvenir au recul du gouvernement.

Montreuil, le 15 mai 2019